

Démocratie directe

Journal d'information locale des syndicats CNT du Mans et de la Sarthe

Numéro: 3

Nous sommes la CNT !

Héritier·ères de la CGT française (Syndicalistes Révolutionnaires) et de la CNT espagnole (en exil) nous croyons en l'émancipation de la population par l'action directe de celle-ci, sans intermédiaires et sans d'autres limites que ce que la nécessité induite de nos conditions d'existences sauront nous fixer: la liberté et l'égalité. Nos syndicats regroupent, sur le terrain économique et social, toutes celles et ceux qui refusent la délégation du pouvoir aussi bien étatique que patronale.

Nous entendons mener la lutte d'en bas vers le haut en cherchant à fédérer partout où la conscience de classe se construit; par des assemblées générales souveraines puis par des coordinations d'assemblées. Si des délégué·es peuvent être désigné·es, illes restent sous le contrôle permanent de l'assemblée générale qui les ont désigné·es. Les délégué·es doivent donc rendre des comptes à chaque fois que l'assemblée le demande ou à défaut le plus souvent possible. En ce sens nous avons des pratiques anarcho-syndicalistes.

Nous ne syndiquons pas les forces de répression. Ces professions ne servent qu'à réprimer la contestation sociale et ne peuvent que nuire aux projets d'émancipation. Nous encourageons toutes celles et ceux qui y sont affilié·es de près ou de loin à contacter le syndicat pour construire, ensemble, une reconversion. Faut-il le préciser ? Nous ne syndiquons pas le Patronat non plus... Ce qui implique, de surcroît, que nous ne salarions personne. Toutes nos publications et/ou actions se font sur du temps militant. Nous sommes présent·es dans beaucoup de secteurs au niveau national (Education, Santé, Bâtiment, PTT, Fonction Publique Territoriale...)

Nous voulons mener une lutte de classe, antiraciste, féministe et écologique.

En Sarthe, nous sommes actuellement regroupé·es en deux syndicats. La CNT STICS (Syndicat des Travailleur·ses de l'Industrie du Commerce et des Services) et la CNT STE (Syndicat des Travailleur·ses de l'Education). Nous sommes fédéralistes, et en Sarthe, nous nous regroupons en l'Union Locale CNT du Mans et de la Sarthe.

Alors, si la hiérarchie syndicale et/ou patronale t'emmerde ?
Rejoins le syndicat !

Nous sommes la CNT !

Nous ne sommes rien... soyons tout !

«Mais au fait , Qu'es aquò la CNT ? , demande Séverine, conductrice à la SETRAM.

-Ce sont ceux qui ont un chat noir sur leurs drapeaux. On les voit en manif. Illes traînent avec des gilets jaunes. Il me semble que ce sont des anarchistes, répond calmement Mehdi, infirmier à l'hôpital du Mans.

-Ah oui ! Illes ne sont pas très nombreux·ses... Mais j'aime bien leurs slogans et autocollants !, s'enthousiasme Séverine.

-C'est vrai. Et si on les contactait ?, propose Mehdi.

- Bonne idée. On les verra à la prochaine manif de toute façon, conclut Séverine.» *



*Conversation fictive. N'allez pas croire que l'on vous épie pendant les réunions syndicales ! ;-)

Prise de parole de l'intersyndicale éducation 72

Extraits

Rassemblement contre la loi Rilhac/Blanquer devant la DSDEN du Mans.

Mercredi 24 juin 2020

La CNT en action !

[...]

Nous sommes réuni-es aujourd'hui autour de notre attachement à l'école publique, égalitaire et émancipatrice. Cette école-là, cher·ères camarades, s'est arrêtée le 13 mars. Et si nous laissons faire Blanquer et ses alliés, elle disparaîtra purement et simplement à la rentrée prochaine. En effet, la crise sanitaire du coronavirus a servi de prétexte au Ministre de l'Éducation pour saper les fondements mêmes de l'enseignement public. Son projet de loi porté hier à l'Assemblée Nationale par la députée Rilhac est une attaque sans précédent que nous ne pouvons laisser passer sans réagir. La loi Rilhac, c'est :

- une division territoriale forcément inégalitaire des apprentissages, avec les 2S2C. Sport, Santé, Culture et Civisme seront désormais dévolus à des intervenant-es extérieur-es, placés par les collectivités locales sur le temps scolaire. Seuls les savoirs dits « fondamentaux », français et mathématiques, seront assurés par des enseignant-es dûment formés. C'est dire adieu à la mission d'accès aux mêmes savoirs partout et pour tous·tes de l'Éducation, qui n'aura plus de « Nationale » que le nom.

- C'est aussi le renforcement des inégalités déjà profondément creusées par la « continuité pédagogique » avec la trouvaille des « vacances apprenantes ». Les constats d'échec pour les élèves en difficulté, le décrochage de nombreux·ses élèves

qui a perduré après le retour en classe le 12 mai n'a pas suffi au Ministre pour admettre son erreur : il espère désormais compenser 3 mois d'apprentissages par des stages en télétravail pour les élèves volontaires sur le temps des vacances. Encore une fois, les familles les plus en difficulté, précisément celles dont les enfants ont décroché, ne pourront s'investir dans un tel dispositif. Mais Mr Blanquer n'en a cure. Seul compte l'effet d'annonce.

- C'est aussi la dégradation des conditions de travail des AESH qui accompagnent les élèves en situation de handicap. Les collègues de Paris, par exemple, ont récemment appris que leurs prérogatives seraient désormais entièrement confiées au dispositif PIAL (Pôles Inclusifs d'Accompagnement Localisés) à la rentrée prochaine. Ils et elles perdent ainsi l'individualisation des suivis, et donc l'efficacité de leur indispensable travail.

- C'est aussi la mise en place d'une école sous surveillance numérique, dont la « continuité pédagogique » n'a été qu'un immense test grandeur nature. Tout en reconnaissant les insuffisances et manquements de l'enseignement en distanciel, les instances dirigeantes font déjà pression sur certains collègues pour qu'ils et elles continuent de travailler même en arrêt-maladie. Et pour nos enfants et élèves, ils et elles ne seront plus que des données chiffrées et déshumanisées à faire entrer dans le moule de « l'école de

la confiance », que nous avons définitivement perdue.

- C'est aussi un détournement indécent des revendications légitimes des collègues directeurices d'école, avec l'instauration d'une « fonction » de directeur ou directrice. La loi Rilhac veut instaurer une hiérarchie délétère dans les conseils de maîtres et maîtresses. Sans moyens supplémentaires, ces collègues seront désormais décisionnaires lors des débats, reléguant donc le conseil des maîtres et maîtresses à un rôle purement consultatif. Fini les décisions collégiales et démocratiques ! Et faute d'appliquer la feuille de route de la Direction Académique dont ils et elles seront désormais « délégués », leur fonction pourra être reconduite ou non.

Ainsi, prétendant être à l'écoute des directeurices d'école, dont Christine Renon a tristement prouvé la légitimité des revendications, Blanquer instrumentalise leurs demandes. Ils et elles n'ont jamais souhaité de statut particulier, mais des moyens pour qu'ils et elles puissent assumer correctement leur travail. Au contraire du Ministre, ils et elles savent la valeur du travail collectif et les conséquences désastreuses engendrées par une hiérarchie, particulièrement quand celles et ceux qui sont aux commandes ne connaissent pas ou trop peu la réalité quotidienne de notre travail.



Toutes ces mesures sont antinomiques avec la fonction même de l'École, qui ne peut pas et ne doit pas être gérée comme une entreprise. Depuis le 16 mars, elle est dirigée par des Ministres, maîtres et maîtresses ignorant-es qui n'ont jamais fait classe ou presque, mais prétendent pourtant tout savoir de notre profession. Ils et elles illustrent à la perfection l'affirmation d'une vraie maîtresse, qui elle connaissait son métier. Louise Michel disait : « Le pouvoir est maudit. » Elle disait aussi : « La tâche des instituteur-ices [...] est de donner au peuple les moyens intellectuels de se révolter. » C'est pourquoi nous sommes là aujourd'hui : pour rappeler que c'est nous qui faisons l'école, et que si elle a besoin de maîtres et maîtresses compétent-es, elle n'a certes pas besoin de chef-fes. Laissez le travail à celles et ceux qui savent, Mr Blanquer ! Et rendez-nous les moyens dont vous et vos prédécesseurs ne cessez de priver l'Éducation nationale, comme les autres services publics, depuis trop d'années!! Que vous le vouliez ou non, nous allons faire des vagues !

« La tâche des instituteur-ices [...] est de donner au peuple les moyens intellectuels de se révolter. »

Louise Michel



Une adhérente de la CNT STE



Avec l'aimable autorisation de Daniel Margreth pour les photos.

Autonomie alimentaire

"A chaque nouveau besoin, nous devons imaginer une solution collective qui fait appel à nos ressources propres, sans avoir à acheter la force de travail de qui que ce soit ni à recourir à des financements ou des marchandises externes."

La CNT en action !

L'autoproduction alimentaire, d'objets ou de services ou la réparation de biens de consommations utiles les plus courants constituent également une sphère d'activité socialisée qui préfigurent et préparent la société autogérée que le syndicat peut mettre en place.

Elles permettent de gagner en compétences et de donner libre court à son propre développement. Ces activités seront aussi utiles pour réduire la dépendance de chaque communauté locale vis-à-vis des activités les plus productives et centralisées qui satisfont actuellement la totalité des besoins primaires.



Potager solidaire de la CNT 72

Comme le précisait André Gorz, ces activités basées sur l'autonomie correspondent à ce que « les individus produisent de façon autonome, hors marché, seuls ou librement associés, des biens et services matériels et immatériels, non nécessaires (dans le sens où il n'y a pas de recherche systématique d'autosuffisance totale -ndlr) et conformes aux désirs, aux goûts et à la fantaisie de chacun ». L'objectif est donc d'engager une rupture avec le consumérisme, qui flatte le narcissisme et l'individualisme possessif. : il s'agit de reconnecter la production avec la consommation.

Cette activité rejoint un ancien service qu'offrait parfois les bourses du travail, à savoir l'action coopérative. F. Pelloutier explique que cela se justifiait par le fait que « les syndicats percevaient la nécessité de compléter leur œuvre de lutte par une œuvre d'économie, de ne pas travailler seulement à la protection du salaire, mais aussi à l'élimination des causes d'affaiblissement de la puissance d'achat.» c'est-à-dire de produire ou de se procurer collectivement ce dont on a besoin.

Dans ce contexte, le dépassement du salariat est à la fois une revendication de lutte et un pré-requis pour toute initiative et activités développées ensemble. À la fois dans le syndicat comme dans toutes les pratiques de contre société, il n'est pas envisageable de salarier qui que ce soit. À chaque nouveau besoin, nous devons imaginer une solution collective qui fait appel à nos ressources propres, sans avoir à acheter la force de travail de qui que ce soit ni à recourir à des financements ou des marchandises externes.



Parcelle de 300 m² mise à disposition et exploitée par le syndicat dans le cadre du projet d'autonomie alimentaire

Crédits photos CNT 72

Le confinement imposée par la crise sanitaire, qui n'est rien d'autre qu'une crise environnementale provoquée par la cupidité capitaliste, a montré à quel point nous sommes dépendant-es de l'économie de marché et des rapports marchands pour notre propre survie, notamment alimentaire.

La nécessité de s'adapter au monde de maintenant

Si tu souhaites participer au projet collectif merci de contacter l'Union Locale interco72@cnt-f.org

Une autre parcelle de 60m2 est également en cours de production



Nos syndicats ont donc décidé d'orienter encore davantage leurs ressources et leurs temps militants pour mettre en œuvre toute la partie du syndicalisme intégral qui concerne le développement d'activités de contre-société.

Face à l'urgence alimentaire qui s'annonce, notre premier choix est de créer un groupe d'autoproduction alimentaire dont les objectifs principaux ne sont pas uniquement de satisfaire nos besoins individuels mais de constituer des réserves de solidarité pour les plus pauvres et d'inviter ces populations à nous rejoindre pour contribuer à leur propre autonomie. Ce faisant, nous renouons avec une ancienne pratique qui a existé dans les premiers syndicats d'avant 1914 : le secours mutuel. Les défaillances de l'État sont patentes : il se fait chaque jour un peu plus l'allié et le défenseur du patronat en mettant en œuvre des réformes qui détruisent nos conquies sociaux. Il est donc urgent de commencer à nous réorganiser pour pallier à ses insuffisances.

D'autres projets sont possibles ! Nous sommes prêt-es à nous associer à toute initiative qui va dans le même sens et nous-mêmes pourrions en proposer dans les prochains mois.

Expression de l'Union Locale

Les Vies Noires Comptent... depuis longtemps

Les Vies Noires Comptent... depuis longtemps

Depuis quelques semaines, en Sarthe comme ailleurs en Hexagone, se visibilise enfin le mouvement « Black Lives Matter », que l'on peut traduire par « Les Vies Noires Comptent ». Ce mouvement, apparu aux États-Unis en 2013 suite à l'assassinat de Trayvon Martin par George Zimmerman, n'a jamais perdu de sa vigueur depuis lors, et a, dès 2016, créé des liens avec les militant-es français-es à l'occasion de la tristement célèbre affaire Adama Traoré.

En France, les vies noires enlevées par les violences policières ne datent pas d'hier, pas plus qu'aux États-Unis, où Trayvon Martin n'était qu'un nom de plus sur une trop longue liste qui n'a cessé de s'allonger après lui. Jusqu'à George Floyd le 25 mai dernier, assassiné par Derek Chauvin. Déjà sensibilisée depuis 2 ans par une violente répression policière envers le mouvement Gilets Jaunes, la population française blanche a fini par prendre la mesure du problème. Oui, la police est raciste.

Oui, elle assassine. Et oui, elle peut le faire impunément. Et bien sûr, cela ne doit pas être et mérite de s'y opposer sans demi-mesure ou attermoiments « d'unité nationale ».

Ça y est, le mouvement est bel et bien lancé, et au Mans, le collectif Black Lives 72 lui fait légitimement prendre de l'ampleur tous les samedis. Il était temps...

Les personnes racisées des quartiers populaires de France ont pourtant crié leur détresse depuis des décennies. Dans les années 70, les émeutes de Vaux-En-Velin disaient déjà tout ce qu'il y avait à dire : stop au harcèlement et aux violences policières contre les personnes racisées. Dans les années 80, la Marche pour l'Égalité et Contre le Racisme a poursuivi la diffusion du même message. Idem pour le Mouvement de l'Immigration et des Banlieues dans les années 90, le collectif Vies Noires créé en 2010, ...etc.

"White silence kills..."

Pour n'en citer que quelques uns.

Et pendant tout ce temps, les français-es blanc-hes, à part quelques militant-es déterminé-es, les ont regardé au mieux avec tristesse, au pire avec l'indifférence que procure un fait-divers de plus au journal télévisé. Nous n'étions pas concerné-es. Bien sûr, nous déplorions ces pratiques, nous étions parfois même scandalisé-es, mais avouons-le, nous avons fermé les yeux et nous sommes endormi-es du sommeil du juste dans nos quartiers résidentiels si peu fréquentés par les FDO.

Il a fallu que nous soyons concerné-es, justement. Il aura fallu l'opiniâtreté de Gilets Jaunes 24 mois durant, la médiatisation alternative des prétendus « dérapages » policiers par les réseaux sociaux pour sortir de notre mutisme. Insidieusement, nous avons réalisé que nous pouvions « être les prochain-es », comme sur les panneaux brandis des militant-es BLM : « Will I be next ? » / « Serai-je le/la prochain-e ? ». Et c'est bien opportunément que nous rejoignons maintenant chaque samedi toutes ces personnes qui font preuve d'une bienveillance sans égal de nous accueillir à bras ouverts. Car, soyons honnêtes envers nous-même, nous aurions dû les soutenir depuis bien longtemps, mais nous avons péché par notre silence tonitruant. Et comme le disent encore les militant-es BLM : « White silence kills. » / « Le silence blanc tue. »

Les personnes racisées nous font le don d'une opportunité inespérée : celle d'effacer l'ardoise de notre inertie et de tenir auprès d'eux le rôle que nous aurions dû tenir depuis le début, celui d'allié-es. Alors, saisissons cette main tendue, et ne ratons pas le coche, cette fois. Soyons auprès d'eux tout en restant humbles, soutenons-les tout en leur laissant la parole et la gestion de leur lutte, sans les paternaliser ou récupérer leur légitime combat. Mieux vaut tard que jamais.

"Dans notre monde d'après, nous, les femmes, luttons pour que l'accès aux soins soit l'affaire de toutes et tous. Nous ne sommes ni jetables, ni corvéables, ni exploitables. Nous sommes indispensables, et nous méritons mieux."

Pour une santé féministe



Cortège féministe, Le Mans 9 janvier 2020

Crédits photos CNT 72

Depuis la crise sanitaire, notre système de santé est au cœur de nos préoccupations, et ce à raison, car il est depuis trop longtemps mis à mal par le capitalisme. Mais lorsqu'on est une femme, le capital n'est pas la seule entrave à notre accès aux soins et à la santé. Le patriarcat, le racisme, la grossophobie, l'âgisme et le validisme sont ses alliés. Solidement imbriqués, ces systèmes d'oppression n'ont pas leur pareil pour détruire et exploiter le corps social, et nos corps tout court.

Le patriarcat – système de structures et de relations sociales dans lequel les hommes dominent et oppriment les femmes – repose sur plusieurs structures : l'emploi, le travail domestique, la culture, la sexualité, la violence et l'État. Bien qu'autonomes, elles interagissent les unes sur les autres pour donner lieu à différentes formes de patriarcat, dont le patriarcat privé et public constituent les pôles d'un continuum. Le travail domestique est la structure

dominante du patriarcat privé, caractérisé par une appropriation individuelle des femmes dans la famille et leur exclusion de l'espace public. L'État et le travail salarié sont les structures majeures du patriarcat public, qui implique une appropriation collective des femmes par leur ségrégation et leur subordination dans la sphère publique.



Crédits photos CNT 72



C'est au sein du patriarcat public que se joue la maltraitance des corps de femmes :

- Une position d'accouchement sur le dos physiologiquement inadéquate et douloureuse, imposée depuis le 17^e siècle par des hommes, et conservée pour le confort des équipes médicales, alors même que l'OMS recommande des alternatives, et de laisser le choix à la parturiente.
- Des épisiotomies « de principe » pratiquées sur les premières parturientes, sans leur consentement ni consultation. Cette pratique médicale violente est réalisée pour 30 % des accouchements, alors qu'elle ne serait nécessaire que pour 9 % seulement.
- Le « point du mari » encore pratiqué au 21^e siècle sans consentement ni même en informer la femme concernée.
- des touchers vaginaux pratiqués par des étudiants en médecine sur des patientes endormies,
- une stigmatisation du surpoids quasiment systématique, quelque soit le sujet de la consultation et les symptômes présentés, et ce

particulièrement pour les femmes, dont l'apparence physique est sans cesse soumise aux normes sociales d'une minceur prétendument modèle de beauté indépassable. Bien que le surpoids et certains ennuis de santé puissent parfois être liés, ils ne le sont pas toujours, et la grossophobie de certains médecins ou personnels de santé est particulièrement violente. Et surtout, aucunement justifiée.

- Une gestion de la contraception au sein du couple hétérosexuel qui retombe encore trop souvent sur les femmes, avec le coût financier et de charge mentale que l'on connaît. Des traitements hormonaux encore trop souvent prioritairement proposés aux femmes, malgré de nombreux effets secondaires reconnus par plusieurs études, qui vont de simples maux de tête à des syndromes dépressifs et des risques cardio-vasculaires. Pendant ce temps, la pilule pour hommes peine à arriver sur le marché de la santé pour cause d'effets secondaires identiques, mais qui semblent soudainement beaucoup plus problématiques quand ils touchent les hommes.

- Une maltraitance qui se poursuit jusqu'après la ménopause, avec les traitements hormonaux substitutifs, porteurs de risques d'AVC, de cancers du sein et autres joyeusetés.
- Un coût financier injustifié des protections périodiques à la charge des femmes, alors que le viagra est lui remboursé par la sécurité sociale. Les douleurs menstruelles non prises en compte par la plupart des médecins et gynécologues qui présentent ces symptômes comme « naturels et normaux », alors que de plus en plus d'études ont prouvé qu'il n'en était rien. Combien de femmes atteintes d'une endométriose sont reparties chez elles avec une simple ordonnance de paracétamol ?
- Un mégenrage pour les personnes transidentitaires, voire un refus de soin par certain-es soignant-es,
- Pour les femmes en situation de handicap, ce sont des soins parfois pratiqués sans souci de diminution de la douleur, une exposition de la nudité, leur corps devenant objet, une difficulté d'accès à des gynécologues, voire des stérilisations forcées.

"À l'image de notre société, le milieu médical et hospitalier est le théâtre des dommages du capitalisme et du patriarcat."

- Une méconnaissance des particularités des femmes noires en terme de fertilité et d'hypertension artérielle notamment,
- Sans oublier, hélas, les femmes victimes de viols et d'agressions sexuelles par leur médecin, personne faisant autorité, et « forcément bonne » dans l'inconscient collectif. Ces femmes ont subi la double peine : à l'outrage subi s'agrège l'incrédulité de leur entourage et l'indifférence de leurs médecins traitants, en plus d'une inertie et d'une omerta judiciaire.

À l'image de notre société, le milieu médical et hospitalier est le théâtre des dommages du capitalisme et du patriarcat. Face à un besoin libéral de rendement et de productivité, et un manque cruel de personnel, les soignant·es subissent des situations parfois intolérables, au détriment de la bonne prise en charge des patient·es.

Nous devons rompre avec le système de santé que cette société nous impose : celui qui est au service des profits, des grands capitaux et des multinationales pharmaceutiques ; celui qui est basé sur une hégémonie masculine, blanche, hétéro normée, cis normée, grossophobe et validiste, entre autres... En tant qu'usagères et travailleuses les femmes sont doublement concernées par la santé publique et sont en première ligne de la lutte. Majoritaires dans les métiers du soin, du social, de l'éducation, de l'accueil, dans les emplois précaires de la grande distribution, de l'entretien - tous des corps de

métiers socialement dévalorisés alors qu'ils sont indispensables - les femmes y sont assignées socialement et économiquement.

La santé des femmes passe par :

L'implication de toutes et tous dans les tâches de soin et de maintien de la vie et leur revalorisation.

La reconnaissance des violences de genre, sexistes et sexuelles. Les réponses à ces violences doivent être prises en charge par le service de santé publique, géré par les travailleur·ses et usager·ères.

La réappropriation de nos corps : accès facilité à l'IVG et allongement des délais, PMA pour toutes et tous, soins gynécologiques respectueux de notre intégrité, accès libre et gratuit à la contraception et aux protections menstruelles, facilitation et gratuité des parcours de transition pour les personnes transidentitaires.

L'arrêt de la stigmatisation et de la pathologisation des personnes grosses et/ou en situation de handicap, l'égalité d'accès aux droits.

Dans notre monde d'après, nous, les femmes, luttons pour que l'accès au soins soit l'affaire de toutes et tous. Nous ne sommes ni jetables, ni corvéables, ni exploitables. Nous sommes indispensables, et nous méritons mieux.

Du côté de l'intersyndicale 72



MESURE 21
LIBRE ACCES A
L'EAU, AUX
TERRES, AUX
SEMENCES : UN
DROIT POUR TOUS
LES PEUPLES



Rassemblement à 14 H, place de la République au Mans,
samedi 4 juillet 2020 !

Mais rien de concret n'est avancé sur ces orientations, si ce n'est la nécessité de "travailler et produire davantage pour ne pas dépendre des autres." Sans aucun doute une manière soft d'annoncer la fin des 35 heures, comme le préconise le MEDEF.

Aucune remise en cause non plus de sa politique sécuritaire et répressive alors que le bilan des violences policières s'avère terrible.

Lorsque le pouvoir est en difficulté il répond par la force comme cela a encore été le cas à Paris avec les soignant-es gazé-es et matraqué-es le mardi 16 juin après avoir été encensé-es pendant deux mois.

Ces manoeuvres n'ont d'autre but

que d'intimider les citoyen-nés et les contre-pouvoirs, elles relèvent clairement d'une dérive autoritaire. Quant au vaste mouvement contre le racisme qui s'étend partout dans le monde, il le balaie d'un revers de main, et le traite de communautariste.

En fait, si les salarié-es, retraité-es, privé-es d'emploi n'interviennent pas ce sont les vieilles recettes du passé qui vont ressortir. À aucun moment Macron et son gouvernement n'envisagent de répondre aux exigences sociales, démocratiques et environnementales qui s'expriment dans le pays. Elles sont contraires à leurs orientations, entièrement dédiées au maintien au pouvoir et à l'enrichissement des classes domi-

Plus jamais ça !

Construisons ensemble le jour d'après !

Tract de l'intersyndicale CGT, CNT, FSU, Solidaires, UNEF et ATTAC

Gouvernement et patronat auraient-ils appris quelque chose de ce que la crise sanitaire liée au covid-19 a fait émerger ? Rien n'est moins sûr au regard de la dernière intervention télévisée du Président Macron, qui sur le ton paternaliste que l'on connaît a annoncé une nouvelle étape du déconfinement avec la réouverture des frontières, des restaurants pour l'Île de France et un retour obligatoire dans les écoles à partir du 22 juin.

Sur le plan économique et social, aucune remise en cause des politiques menées auparavant et qui ont conduit au naufrage des Services Publics n'est envisagée. Avec une autosatisfaction sur les 500 milliards d'euros mobilisés pour aider les entreprises, il affirme que "l'urgence est la reconstruction d'une économie forte, écologique, souveraine et solidaire".

nantes au détriment des urgences économiques et sociales.

Pire, ce qui nous est annoncé c'est un nouveau pas en avant dans le chantage à l'emploi pour faire accepter une augmentation du temps de travail et des baisses de salaires, sur fond de crise économique majeure largement instrumentalisée en ce sens. Il n'est toujours pas prévu de s'attaquer à ce fléau qu'est le monde de la finance, au coût du Capital qui pèse sur nos économies, à une véritable réforme de la fiscalité qui mette à contribution les plus riches.

Retrouve toute notre actualité et nos publications sur le réseau social Facebook @CNT.Sarthe et sur le web <http://cnt72.lemanscipe.lautre.net>
Rejoins le syndicat !

C'est donc par nos actions et mobilisations que nous pouvons les y contraindre. Certes, il est difficile parfois de se forger une idée tant la matraquage médiatique accrédite la croyance qu'il n'y aurait pas de salut autre que la loi du "tout marché".

Pourtant des alternatives existent, elles sont possibles et vitales. C'est le sens du travail mené par des organisations syndicales, associatives autour du plan de sortie de crise "Plus jamais ça !" qui ouvre des pistes de nature à répondre aux urgences sociales, féministes et écologiques.

Voici quelques-unes de nos propositions:

-Un plan de développement de tous les services publics

-Une fiscalité plus juste et redistributive avec le retour d'un impôt sur les grandes fortunes, la lutte contre l'évasion fiscale, une taxe sur les transactions financières.

-Un plan d'investissement et de relocalisation de l'industrie avec une reconversion des productions polluantes.

-Une augmentation des salaires, pensions et minimas sociaux.

-La réduction du travail à 32 heures.

Seule une mobilisation massive des salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi permettra d'imposer ces propositions !

C'est parce que le jour d'après commence dès maintenant que les organisations syndicales CGT, CNT, FSU, Solidaires, UNEF et l'association ATTAC appellent à vous mobiliser.

Samedi 4 juillet place de la République à 14 H au Mans

Portons ensemble nos exigences !



MESURE 16

POUR L'ACCÈS À UNE ALIMENTATION DE QUALITÉ POUR TOUTES ET TOUS



MESURE 20

ACCÈS LIBRE ET MUTUALISÉ DES SAVOIRS ET BREVETS MÉDICAUX



MESURE 17

LE LOGEMENT POUR TOUS ; DONC FRANÇAIS COMME ÉTRANGER ! DU CONCRET !



ACAB

ALL CATS ARE BEAUTIFUL

FACE AUX VIOLENCES DE L'ÉTAT,
REJOINS LE SYNDICAT !



Union locale du Mans et de la Sarthe

Sommaire

- Page 1 Edito ; Nous sommes la CNT !
- Page 2 Prise de parole de l'intersyndicale éducation 72
- Page 4 Autonomie alimentaire
- Page 6 Les Vies Noires Comptent... depuis longtemps.
- Page 7 Pour une santé féministe.
- Page 10 "Plus jamais ça !"
- Page 12 All Cats Are Beautiful



<http://cnt72.lemanscipe.lautre.net>
interco72@cnt-f.org